

# Le Fil Picard

Le journal du SGEN-CFDT Picardie

Septembre 2011

# Spécial non titulaires



## Sommaire :

Infos pratiques pages 1 à 3  
Rémunération p. 4-5  
Les différents contrats p. 6 à 8  
Maîtres Auxiliaires p. 9  
Le SGEN p. 10  
Représentation, élections p. 11

## Nous contacter :

### Aisne :

Maison des syndicats  
3 rue Charles Desboves  
02200 SOISSONS  
Tél : 03 23 53 36 43  
Courriel : [02@sgen.cfdt.fr](mailto:02@sgen.cfdt.fr)

### Oise :

Bourse du travail  
Rue Pelloutier  
60100 CREIL  
Tél : 03 44 55 56 42  
Courriel : [60@sgen.cfdt.fr](mailto:60@sgen.cfdt.fr)

### Somme :

52 rue Daire  
80000 Amiens  
Tél : 03 22 92 84 40  
Courriel : [amiens@sgen.cfdt.fr](mailto:amiens@sgen.cfdt.fr)

### En ligne :

<http://www.sgenpic.fr/>



# Conditions de recrutement

Comment le rectorat recrute-t-il les non-titulaires ?

Les candidats sont recrutés (après avis des corps d'inspection) par le recteur, à titre temporaire par contrat de droit public à durée déterminée, en qualité d'agent contractuel ou vacataire pour assurer des fonctions d'enseignement, de documentation ou d'éducation.

La durée du contrat couvre au maximum la durée de l'année scolaire, ou une durée inférieure en cas de suppléances. Le contrat peut contenir une période d'essai d'une durée maximale de deux mois. Tout licenciement prononcé au cours de cette dernière période ne peut donner lieu à un préavis ni au versement d'une indemnité. Les services effectués pendant la période d'essai sont dans tous les cas (y

compris licenciement) pris en compte pour la durée d'affiliation à l'assurance chômage.

Le contrat devient caduc à la date d'échéance fixée. Un nouveau contrat ou un avenant au précédent est établi, si nécessaire.

**Le Sgen-CFDT dénonce l'attitude scandaleuse des rectorats : ils refusent l'accès à un CDI en argumentant que l'emploi occupé est temporaire, alors que certains agents assurent les mêmes fonctions depuis plusieurs années. Le Sgen-CFDT déplore que le ministère de l'Éducation nationale, contrairement aux textes en vigueur, ait sans cesse recours à des agents non titulaires au lieu de créer des postes de titulaires en nombre suffisants.**

## Congés

Il existe des congés spéciaux, réservés à des cas particuliers. Les non-titulaires y ont droit, dans les conditions requises.

- Congés pour raison de santé (ou « maladie ordinaire ») : l'agent non titulaire en activité peut bénéficier, sur présentation d'un certificat médical, de congés rémunérés pour raison de santé dans les limites suivantes :
  - Après 4 mois de services : 1 mois à plein traitement et 1 mois à demi traitement ;
  - Après 2 ans de services : 2 mois à plein traitement et 2 mois à demi traitement ;
  - Après 3 ans de services : 3 mois à plein traitement et 3 mois à demi traitement.
- Congés de grave maladie : L'agent non titulaire employé de manière continue, et comptant au moins 3 ans de service, peut être placé en congé de grave maladie (pour une durée maximale de 3 ans dont 1/3 à plein traitement et 2/3 à demi traitement) dans le cas où une affection dûment constatée le met dans l'impossibilité d'exercer son activité.
- Congés pour accident du travail : l'agent bénéficie d'un congé durant toute la période d'incapacité de travail. Les indemnités journalières sont au montant du plein traitement pendant 1 mois dès l'entrée en fonction, 2 mois après 2 ans de service, 3 mois après 4 ans de service. A l'expiration de la période de rémunération à plein traitement l'agent bénéficie des indemnités journalières prévues par le code de la sécurité sociale.
- Congés de maternité, de paternité ou d'adoption : l'agent non titulaire en activité a droit, après six mois de service, à un congé de maternité, de paternité ou d'adoption rémunéré, d'une durée fixée par la législation sur la sécurité sociale.
- Vacataire : c'est la sécurité sociale qui versera des indemnités journalières (IJ) en fonction

de la durée d'affiliation du collègue. Les délais de carence (3 jours) s'appliquent.

- Autorisations d'absence :
    - examens médicaux liés à la grossesse
    - visite médicale de prévention (Education nationale)
    - instances syndicales
    - congé de paternité
    - garde d'enfants malades (avec certificat médical)
- Autorisations sous réserve des nécessités de service :
- convocation à des examens ou concours
  - mariage ou PACS
  - événement familial grave.

## Couverture sociale

La MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale) tient le rôle de caisse d'assurance maladie pour tous les membres de l'Éducation nationale (même pour les personnels qui ne sont pas adhérents à cette mutuelle). L'affiliation à la sécurité sociale est obligatoire pour tous les agents non titulaires de l'Etat.

## Service hebdomadaire

La durée du service hebdomadaire exigible des professeurs contractuels est la même que celle imposée aux titulaires occupant des emplois correspondants. Il est possible d'obtenir un service à temps partiel.

Un contractuel peut faire des heures supplémentaires HSA (heure supplémentaire année) et/ou HSE (heure supplémentaire exceptionnelle). Il peut être professeur principal.

# Démission, licenciement

La fin de fonction peut intervenir de 3 manières différentes :

- Fin de contrat, non renouvelé.
- Démission
- Licenciement pour insuffisance pédagogique : peut intervenir, sur décision du recteur, suite à un rapport défavorable sur la manière de servir, émanant du chef d'établissement et/ou de l'inspecteur pédagogique compétent.

Remarque : tout manquement dans l'exercice des fonctions est sanctionné, Le recteur s'appuie sur les sanctions prévues par la réglementation (avertissement, blâme, exclusion temporaire des fonctions avec retenues sur traitement, licenciement sans préavis, ni indemnités).

*Il est toujours important de prendre contact avec votre syndicat et de vous faire accompagner par un représentant syndical.*

## Allocations pour perte d'emploi

L'agent non titulaire peut bénéficier d'une indemnisation du chômage, sous conditions. Il doit

être régulièrement inscrit au Pôle Emploi comme demandeur d'emploi ; ne pas avoir quitté volontairement sa dernière activité salariée et remplir les conditions d'ouverture de droits à indemnisation.



# Notation administrative des agents non-titulaires :

Cela concerne :

- Les maîtres auxiliaires garantis d'emploi,
- Les agents contractuels,
- Les agents vacataires temporaires,

Le principe : Les agents non titulaires d'enseignement et d'éducation sont notés sur 20.

L'augmentation normale de la note s'établit ainsi :

- 0,50 point jusqu'à 19
- 0,10 point entre 19,00 et 20

**Dispositions spécifiques aux agents non titulaires :** Le classement au sein d'un groupe (groupe I,II,III ou IV)

	Note correspondante	Avis correspondant
Groupe I	supérieure ou égale à 18	très favorable au renouvellement de la délégation
Groupe II	15,50 à 17,50	favorable au renouvellement de la délégation
Groupe III	10 à 15	renouvellement de la délégation mais le déplacement est sollicité par le chef d'établissement
Groupe IV	inférieure ou égale à 9	non-renouvellement de la délégation

Dans les deux derniers cas (GIII et GIV), votre proposition doit être accompagnée d'un rapport particulièrement motivé émanant de l'intéressé.

La première notation, ne pourra être supérieure à 18,00.



# Rémunération

## SI VOUS ETES EN CDD

### En fonction du diplôme

Pour l'établissement des contrats, les candidats sont classés par l'autorité qui procède à leur engagement en fonction des titres universitaires qu'ils détiennent ou de leur qualification professionnelle antérieure, dans l'une des quatre catégories suivantes :

- hors catégorie (Post Bac)
- première catégorie C1 (A partir de Bac +5)
- deuxième catégorie C2 (Niveau licence master)
- troisième catégorie C3 (Niveau BTS)

Il est créé quatre catégories de rémunération de professeurs contractuels dotés chacune d'un indice minimum, moyen et maximum.

L'indice attribué à chaque agent est déterminé par l'autorité qui le recrute.



### Indice de rémunération pour l'académie d'Amiens.

A l'initiative du Sgen-CFDT de Picardie, des négociations sur les salaires ont abouti à une revalorisation des catégories 2 et 3. Les catégories 1 et hors catégorie ne sont pas concernées par cette négociation en raison du très faible effectif de personnel concerné. Il est à noter que nous avons obtenu l'alignement de la rémunération des COP sur celle des enseignants contractuels (précédemment les COP étaient rémunérés à un indice inférieur).

#### Indice pour les contractuels catégorie 2

- ▶ en début de carrière : 367 (soit 1 380 euros par mois),
- ▶ au bout de 3 ans : 388 (1 450 euros par mois)
- ▶ au bout de 6 ans : 410 (1 540 euros par mois).

#### Indice pour les contractuels catégorie 3

- ▶ en début de carrière : 321 (soit 1 207 euros par mois),
- ▶ au bout de 3 ans : 337 (1 267 euros par mois)
- ▶ au bout de 6 ans : 354 (1 331 euros par mois).

EN FIXANT LONGUEMENT LE MONTANT DE SA RÉMUNÉRATION, ON FINIT PAR DISTINGUER UNE TRÈS LÉGÈRE AUGMENTATION.



### Attention !

Malgré nos protestations le Rectorat n'accorde les augmentations liées à l'ancienneté que si l'enseignant s'inscrit au concours.

**Au 1<sup>er</sup> octobre 2009, la valeur du point brut indiciaire est de 4,6073 euros bruts par points et par mois. En net mensuel, la valeur du point (MGEN déduite) est de :**

- 3,85 euros en zone d'indemnité de résidence à 3 %
- 3,78 euros en zone d'indemnité de résidence à 1 %
- 3,73 euros en absence d'indemnité de résidence (Zone 0 %)



## SI VOUS ETES EN CDI

Conformément au souhait que nous avons formulé le 6 mars 2010, le rectorat met en place une grille d'avancement d'échelon pour les personnels non titulaires en CDI.

### Pour les contractuels catégorie 1

Dans un 1er temps, le rectorat n'avait pas envisagé de revalorisation des salaires des collègues recrutés en catégorie 1 (Recrutement au niveau doctorat). Suite à notre intervention, ce point sera réexaminé au 1er sept 2011.

### Pour les contractuels catégorie 2 et catégorie 3

Nous avons obtenu des augmentations non négligeables pour les personnels recrutés avec un CDI. Ces augmentations sont conditionnées à la « manière de servir » du collègue. Ces nouvelles grilles seront mises en place au 1er janvier 2013 pour les C2 et au 1er septembre 2011 pour les C3.

Il faudra désormais distinguer les contractuels CDI recrutés dans des disciplines ayant un concours ouvert de celles pour lesquelles les concours sont fermés. (Nous publierons ultérieurement la liste des disciplines sans concours.)

	<b>C2</b>	<b>C3</b>
	Recrutement au niveau licence	Recrutement au niveau bac+2
Disciplines <b>sans</b> concours	Recrutement indice 410 (1548€ nets) Après 3 ans en CDI : indice 431 (1627 € nets) Après 6 ans : indic 453 (1711 € nets) Après 9 ans : indice 475 (1793 € nets) Après 12 ans : indice 498 (1879 € nets) Après 15 ans, indice 523(1974€ nets) Après 18 ans indice 548 (2068€ nets) Après 21 ans indice 573 (2163€ nets) Après 24 ans indice 598 (2258€ nets)	Recrutement indice 372 (1404€ nets) Après 3 ans : indice 389 (1469 € nets) Après 6 ans : indic 407 (1536€ nets) Après 9 ans : indice 425 (1604€ nets) Après 12 ans : indice 457(1725€ nets) Après 15 ans, indice 489(1846€ nets) Après 18 ans indice 521(1966€ nets) Après 21 ans indice 553(2087€ nets) Après 24 ans indice 585 (2209€ nets)
Disciplines <b>avec</b> concours	Recrutement indice 410 (1548€ nets) Après 3 ans : indice 431 (1627 € nets) Après 6 ans : indic 453 (1711 € nets)	Recrutement indice 372 (1404 € nets) Après 3 ans : indice 389 (1469 € nets) Après 6 ans : indic 407 (1537 € nets)



### Autres éléments de la paye des contractuels

Au salaire mensuel correspondant à l'indice de rémunération s'ajoutent :

- l'indemnité de résidence (3 catégories : 3% du traitement indiciaire, 1%, 0%)
- l'ISOE (indemnité de suivi et d'orientation des élèves), part fixe (98,34 € bruts par mois pour un temps complet)

Eventuellement quand les conditions sont remplies :

- le supplément familial de traitement (SFT), différent des allocations familiales
- l'ISOE (pour les collègues exerçant les fonctions de professeur principal), part modulable (de 73,44 € bruts mensuels à 115,55 € selon la classe considérée)

- d'autres indemnités éventuelles : exercice en ZEP, exercice en SEGPA ou UPI

Comme les autres professeurs, ils peuvent avoir droit aux minoration ou majorations (heures supplémentaires) de service prévues par le décret de 1950 : heure de première chaire, heure de laboratoire, exercice sur 2 communes non limitrophes.... Les rectorats paient ces heures s'il s'agit d'un remplacement mais souvent les refusent dans le cas d'une affectation à l'année.

Se renseigner auprès du syndicat sur les conditions d'ouverture de droit et les montants.

# De CDD à CDI

## Ce qui est acquis :

A la suite de nos interventions au niveau académique et au niveau ministériel, il est désormais plus facile d'obtenir un CDI de droit public. Initialement, il était indispensable d'avoir 6 ans de service continu sans interruption. Et pour valider une année, au moins 11 heures de cours par semaine à votre emploi du temps étaient nécessaires. Maintenant, avoir 9 heures de cours par semaine suffit.

De plus, dans le cas d'interruptions en début d'année scolaire (de début septembre à la mi-octobre) ou si les interruptions ne sont pas très importantes, le rectorat peut décider d'accorder le CDI de droit public.

**ATTENTION :** L'administration peut toujours mettre fin à un CDI pour « absence de besoin ». D'autre-part, une fois en CDI, si l'administration ne vous trouve pas de poste, elle vous rattache pour 9h à un

établissement. Le rectorat vous paye donc pour un mi-temps, et c'est le Pôle Emploi qui complétera. Bien évidemment, vous restez prioritaire pour l'obtention d'un poste dès que les besoins se feront sentir.

Le Sgen-CFDT continue à lutter contre la précarité et contre son incessante reconstitution et demande la titularisation des collègues. Dans le même temps, le Sgen-CFDT défend les personnels non titulaires, quel que soit leur statut, et revendique des améliorations de leurs droits, tant en termes de représentation dans les instances qu'en termes de salaires, de conditions d'emploi et de travail.

## Et pour la suite ?

Le SGEN-FCDT a signé cette année un protocole sur le passage de CDD en CDI des agents contractuels. Vous trouverez toutes les informations en pages 7 et 8.



## Les contrats de vacataires

La durée de service des agents vacataires ne peut au total excéder, pour une année scolaire, dans un ou plusieurs établissements, un maximum de 200 heures de vacations. La vacation ouvre droit à la retraite, chômage, maladie, congés payés...

## Le contrat de travail

Référence : Note de service n° 99-063 du 5 mai 1999 - BO n° 19 du 13 mai 1999

Le contrat est obligatoirement écrit et doit correspondre au modèle proposé dans la note de service. Il précise la durée du contrat, les tâches à effectuer, les lieux d'intervention, les horaires de travail...

## L'avis du Sgen-CFDT

*Les vacataires sont les plus précaires des précaires. La situation qui leur est faite est scandaleuse. Le recours de plus en plus fréquent à ce type de contrat est inacceptable.*

**Le Sgen-CFDT demande :**

- l'abrogation du décret instituant le statut de vacataire ;
- la requalification immédiate de tous les contrats de vacataires en contrats de contractuels ;
- le réemploi comme contractuels de tous les vacataires.

## Rémunération :

- ▶ 34,30 euros de l'heure
- ▶ L'ISOE à partir de 3 mois dans un même établissement

*Le Sgen-CFDT a obtenu par négociation la rémunération de l'ISOE à partir de 3 mois dans le même établissement. Si vous ne percevez pas cette indemnisation, contactez-nous !*

*Nous avons demandé au rectorat de ne plus utiliser le statut de vacataire qui est particulièrement préjudiciable aux collègues en le remplaçant par un statut de contractuel en CDD.*

VOTRE MISSION CONSISTERA  
À RÉSOUDRE L'ENSEMBLE  
DES CARENCES ÉDUCATIVES  
DE LA SOCIÉTÉ.



# PRÉCAIRES AMÉLIORER LA SITUATION DES AGENTS CONTRACTUELS

**COMBATIFS AU QUOTIDIEN  
CONSTRUCTIFS POUR DEMAIN**

**La CFDT aux côtés des précaires de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publique, de l'Enseignement agricole public et de Jeunesse et Sports**

## La CFDT signe le protocole parce qu'il améliore la situation des agents contractuels

En prévoyant pendant 4 ans l'accès à l'emploi titulaire par un examen professionnel ou un concours professionnalisé sans condition de diplôme (sauf pour les professions réglementées) pour :

- > Les agents en CDI
- > Les agents en CDD recrutés sur emplois permanents dès qu'ils ont 4 ans d'ancienneté à la date de l'examen ou du concours (sur une période de référence de 6 ans) dont 2 ans au moins à la date du protocole.

En transformant automatiquement les CDD en CDI

- > pour tous les agents employés depuis au moins 6 ans sur une période de référence de 8 ans sur des fonctions correspondant à des besoins permanents auprès du même employeur public (avec un dispositif particulier pour les agents de plus de 55 ans).

### les raisons d'un choix

- > Parce qu'il impose des contraintes aux employeurs publics sur les modalités de reconduction du CDD en CDI. Si la règle d'ancienneté des six ans est maintenue, la notion de « *contrats successifs* » est supprimée, au profit de « l'exercice de fonctions de même niveau hiérarchique auprès du même département ministériel ou du même établissement public ».
- > Et surtout, les interruptions de moins de trois mois par an ne pourront plus permettre de servir de justification à l'employeur pour ne pas transformer les CDD en CDI.
- > Parce qu'il ouvre des droits nouveaux aux contractuels en matière de droit à la formation professionnelle, d'accès facilité à la titularisation.
- > Parce qu'il prévoit de construire des garanties collectives :
  - sur la rémunération et sur les modalités de son évolution ;
  - sur la mise en place d'une indemnité de fin de contrat ;
  - sur la convergence des droits sociaux avec les titulaires.





**LE SGEN-CFDT**

**COMBATIFS AU QUOTIDIEN  
CONSTRUCTIFS POUR DEMAIN**

**LA CFDT  
UN SYNDICAT QUI ENGAGE SA SIGNATURE  
POUR LES PRÉCAIRES**

**Avec la CFDT, cinq autres syndicats (CGT, CFTC, FO, CGC et Unsa) ont signé cet accord.**

Seuls la FSU et Sud-Éducation ont refusé le protocole sous le prétexte qu'il n'allait pas assez loin pour les agents. Ces deux organisations minoritaires (elles représentent à elles deux moins de 20 % des salariés de la fonction publique) ont choisi ne pas s'engager !

**Que se serait-il passé si toutes les organisations syndicales avaient fait de même ?**

- > Pas de plan de titularisation ;
- > Pas de transformation de CDD en CDI ;
- > Création d'un contrat de projet, qui aurait permis aux employeurs publics d'embaucher sur des durées de quelques semaines voire de quelques jours.

**Entre la surenchère autopromotionnelle et démagogique et l'engagement au service des personnels, il faut parfois choisir !**

**Signer c'est obtenir des résultats aujourd'hui et se donner des outils pour aller plus loin, ce n'est pas renoncer à des avancées futures.**



Avec le Sgen-CFDT, fonctionnaires titulaires et contractuels, bâtissons ensemble l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur, la Recherche publique, l'enseignement agricole public et les services de Jeunesse et des Sports de demain.

**REJOIGNEZ LE SGEN-CFDT**

**NE RESTEZ PAS ISOLÉ**



**Vigilance !**

De fait, ce protocole d'accord impose à la CFDT d'être vigilante et de continuer à se battre pour la mise en place du protocole dans l'Éducation nationale, dans l'enseignement supérieur et la recherche publique, dans l'enseignement agricole public et à Jeunesse et sports.

La signature de l'accord permettra à la CFDT d'être présente dans le comité de suivi de l'accord qui vérifiera sa mise en œuvre.

LA CFDT se bat également pour que les précaires en contrat unique d'insertion et les assistants d'éducation puissent bénéficier de dispositifs de sécurisation de leur parcours professionnel.

- La CFDT,**
- un syndicat responsable**
  - > qui sait agir pour les précaires ;**
  - > qui s'engage ;**
  - > qui sait engranger les résultats.**

**-16 000, c'est  
juste pas possible !**

TO PEUX ME RAPPÉLER POURQUOI ON A DÉCIDÉ DE NE PAS REMPLACER 1 FONCTIONNAIRE SUR 2 QUI PART À LA RETRAITE ?

1 SUR 3, ÇA FAISAIT LÉGER MAIS 3 SUR 4, ÇA FAISAIT TROP.



Combatifs au quotidien, **Sgen-Cfdt** constructifs pour demain





# Plus nombreux, plus fort !

Sgen-CFDT : Syndicat Général de l'Éducation Nationale, de la recherche, de l'enseignement agricole et de la Jeunesse et des Sports.

Le Sgen-CFDT c'est la CFDT dans l'éducation nationale l'enseignement agricole et la recherche.

Au Sgen-CFDT, un enseignant d'école, de collège, de lycée, d'université, un administratif, un technicien, un ouvrier, un assistant social, un chef d'établissement... ont en commun de travailler ensemble à l'élaboration de revendications qui servent l'ensemble des personnels et les élèves.

Le Sgen-CFDT est un syndicat laïc depuis 1937 (année de sa création).

## **Le Sgen-CFDT est un syndicat appartenant à une confédération ouvrière**

Pour être solidaire de tous les salariés et notamment de ceux qui sont les moins protégés, autour d'un objectif commun : l'émancipation des travailleurs pour une société transformée, juste et solidaire.

Cette solidarité nous conduit à débattre et agir avec d'autres secteurs d'activités.

Financièrement, une partie de nos cotisations va à l'interprofessionnel.

## **Mais c'est aussi un syndicat pédagogique.**

Le Sgen-CFDT a été à l'origine des ZEP et de la création des IUFM.

Il défend une pédagogie au service d'une école vraiment démocratique, au service de tous les jeunes.

Il défend l'idée du travail interdisciplinaire et la reconnaissance des équipes pédagogiques.

Il réfléchit sur l'évaluation des élèves et des personnels.

## **Notre projet :**

Il vise la transformation sociale pour plus de justice et de solidarité. La question de l'école ne peut être isolée des questions de société. Il a pour but de lutter contre les inégalités et les exclusions.

## **Notre démarche :**

Elle est basée sur le dialogue social, sur la force de nos propositions, sur une recherche du dépassement des oppositions par des revendications constructives, prenant en compte les intérêts de l'ensemble des acteurs, elle place en priorité la défense des intérêts collectifs.

Nous apportons notre soutien aux innovations pédagogiques tout en réclamant les moyens nécessaires et en critiquant les éventuelles dérives.

## **Notre ambition :**

Un projet global de société s'appuyant sur la négociation, les rapports de force et la contractualisation.

## **Notre présence :**

Le Sgen-CFDT est la deuxième organisation syndicale dans le second degré.

**Pour que nous puissions continuer à vous soutenir, vous informer et réclamer votre titularisation, adhérez !**

Sgen-CFDT de Picardie  
52 rue Daire  
80000 Amiens

[amiens@sgen.cfdt.fr](mailto:amiens@sgen.cfdt.fr)  
03.22.92.84.40

Des informations régulièrement remises à jour :

<http://www.sgenpic.fr/>



Se faire  
entendre...

# Élections, représentation des non titulaires enseignants de l'EN

## Dans les collèges et les lycées

Les non titulaires enseignants de l'Éducation nationale sont électeurs à l'élection du conseil d'administration. Ils sont éligibles s'ils exercent au moins 150 heures annuelles, ou s'ils sont nommés pour la durée de l'année scolaire.

Ils sont rattachés au collège électoral des personnels d'enseignement et d'éducation.

VOTRE MISSION CONSISTERA  
À RÉSOUDRE L'ENSEMBLE  
DES CARENCES ÉDUCATIVES  
DE LA SOCIÉTÉ.



## Au niveau académique

Référence : Arrêté du 7 mars 2008 - JO du 11 avril 2008

Des commissions consultatives paritaires (CCP) pour les agents non titulaires ont été mises en place en 2008.

Les commissions consultatives paritaires sont obligatoirement consultées sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme.

Elles peuvent en outre être consultées sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires entrant dans leur champ de compétence.

Le Sgen-CFDT revendique que ces commissions soient consultées sur tous les éléments de la carrière des non titulaires : mutation, renouvellement de contrat, passage en CDI ...

Les prochaines élections vont avoir lieu en octobre 2011. Le SGEN-CFDT présentera des non titulaires sur sa liste pour le Comité Technique Académique (qui s'occupe des questions de défense collective) et des listes dans les différentes Commissions consultatives des non-titulaires (défense individuelle).

Actuellement, nos élus s'occupent de vous :



Sébastien LEQUIEN, Eco-  
gestion, TZR zone d'Amiens,  
06 18 53 13 09

Fanny BURILLON, P.L.P.  
Lettres-Histoire, Albert,  
06.03.28.08.67



Ces élections sont très importantes car elles détermineront l'aspect représentatif de chaque organisation syndicale. Chaque voix va compter, alors pensez à voter et à faire voter pour le SGEN-CFDT !

**[ JE VOTE  
SGEN-CFDT ]**